Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 10, n°2 | Juillet 2019

Le paysage comme instrument de gouvernance territoriale

La fabrique politique et habitante des limites urbaines : études de cas à l'île de La Réunion

The edges of the city in the making, between policy and inhabitant appropriation : Reunion island case studies

Monique Toubanc et Sophie Bonin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/14503>

DOI : 10.4000/developpementdurable.14503

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Monique Toubanc et Sophie Bonin, « La fabrique politique et habitante des limites urbaines : études de cas à l'île de La Réunion », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°2 | Juillet 2019, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 18 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/14503> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14503>

Ce document a été généré automatiquement le 18 mars 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La fabrique politique et habitante des limites urbaines : études de cas à l'île de La Réunion

The edges of the city in the making, between policy and inhabitant appropriation : Reunion island case studies

Monique Toublanc et Sophie Bonin

- 1 Après avoir été longtemps ignorées par les pouvoirs publics et leurs conseillers, les franges urbaines, ou périphéries des villes et agglomérations, à l'instar de l'ensemble du territoire¹, sont aujourd'hui érigées au rang de paysage par l'action publique et les professionnels de la planification et de la conception de l'espace. Elles ont pourtant pendant longtemps, et encore aujourd'hui, été identifiées comme étant des paysages dépréciés et sans qualités, *i.e.* sans traits spécifiques – « Halte à la France moche » (*Télérama*). Pour explorer les franges urbaines et tenter de dépasser les clichés qui les incarnent – banalisation, absence de liens entre les « urbains » et les « non-urbains », nous avons choisi de centrer notre réflexion sur les situations de contact entre l'espace urbain bâti et l'espace « naturel » ou agricole qui l'environne. Un objet insignifiant, somme toute réduit et, au premier abord sans épaisseur géographique, sociale, symbolique qui, au fil de l'investigation, s'est avéré être un fait topique pour comprendre la diversité des situations paysagères périurbaines. Ligne de partage entre deux univers différents, construit et non construit, ces limites apparaissent comme des « *entre-deux en passe de s'autonomiser* » (Toublanc *et al.*, 2016) et se déclinent morphologiquement de façon très différente (Germaine *et al.*, 2017). Outre cela, la forte valeur heuristique de cet objet de recherche tient aussi, et peut-être avant tout, au fait que c'est une interface convoitée – appropriée, construite, projetée, imaginée, aménagée – à différentes échelles, du grand territoire métropolitain à la parcelle habitée en passant par le quartier, du public au privé. D'un côté, cette ligne (plus ou moins épaisse) est aujourd'hui pensée par les concepteurs impliqués dans la planification et l'aménagement du territoire en France, notamment les paysagistes, à travers le concept de « lisière urbaine » à partir duquel ils projettent à différentes

échelles des dispositifs visant à articuler territoires construits et non construits (Bonin, 2013). Une telle approche a trouvé un écho très favorable chez certains commanditaires et leurs services techniques en charge de l'aménagement et de la planification du territoire. De l'autre, cette ligne est façonnée en permanence par les pratiques habitantes des riverains, comprises dans leurs dimensions à la fois concrète et matérielle, mais aussi immatérielle et sensible. Dans ce texte, on réservera le terme lisière urbaine pour désigner le concept utilisé en architecture du paysage dans une démarche de projet et les aménagements qui en résultent ; on emploiera, tour à tour et indifféremment, les termes « limites » ou « bords », voire « bordures », parfois associés à l'épithète « urbain » pour évoquer la réalité spatiale et géographique fabriquée par les riverains.

- 2 Ces deux objets seront explorés à partir de la catégorie « paysage ». Celle-ci est entendue comme « *une modalité particulière [sensible et symbolique] du rapport des sociétés à leur environnement* » (Berque, 1995, p. 61) ; un rapport idéal, mais aussi concret qui s'organise, prend forme autour d'une rencontre entre des usages, des pratiques, des sensibilités, des imaginaires, des mémoires, des valeurs et une réalité spatiale et physique. Notre propos s'inscrit dans un courant de pensée qui s'est développé depuis plusieurs décennies dans le champ des sciences humaines, et qui regarde le paysage comme un construit social², l'aborde comme une expérience (Besse, 2009), une « *connivence* », une « *affaire du vivre* » (Julien, 2014). Le paysage y est une interrelation entre un sujet et une réalité tangible – biophysique et humaine –, portée par (et produisant) des représentations sociales (images mentales partagées) (Jodelet, 1989) ; une « *manière d'être au monde où le soi et le paysage sont entrelacés et naissent de leur entrelacement même* » (Wylie, 2015). Actant de la sorte une extension territoriale du paysage, celui-ci est potentiellement présent dès lors que des hommes tissent des liens de proximité par la force de l'habitude avec leurs territoires de vie.
- 3 Ainsi compris, le paysage nous est apparu comme une notion heuristique pour regarder et analyser tant les limites que les lisières urbaines. Les premières, parce qu'elles désignent une réalité matérielle façonnée par les individus selon leurs manières de voir et d'imaginer le monde (Besse, *ibid.*), les lieux où ils vivent, habitent, travaillent, mais aussi les espaces mitoyens, là où ils ne sont plus chez eux ; les secondes, parce qu'elles renvoient à une figure paysagère projetée par les paysagistes sur les premières et reprise dans les politiques publiques de planification et d'aménagement de l'espace.
- 4 À travers ce texte, notre objectif est d'analyser la tension entre lisière et limite, en posant l'hypothèse que les deux ressortissent du paysage, politique pour le premier, vernaculaire pour le second.
- 5 La notion de « paysage politique » (Jackson, 1984) s'entend au sens d'une organisation et d'un aménagement du territoire, d'une « *infrastructure politique* » au service « *d'un ordre social stable* » (Jackson, 2003, p. 275) : « *Par politique, j'entends ces espaces et structures conçus pour imposer ou préserver une unité et un ordre sur la Terre, ou en rapport avec un plan de longue haleine, à grande échelle* » (*idem*, p. 266). On verra dans une première partie que cela correspond assez bien à la conception des lisières urbaines portées par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, et qui s'est développée depuis une vingtaine d'années en France dans la planification, mais aussi lors d'aménagements concrets.
- 6 La notion de « *paysage vernaculaire* » (Jackson, *id.*) désigne quant à elle les formes visibles d'une matérialité construite au quotidien par les habitants d'un lieu. C'est une production d'objets façonnés par des modes de vie, des valeurs, des cultures.

L'expression est apparentée à ce que nous nommerions aujourd'hui le paysage vécu ou habité, à une nuance près, le moindre intérêt porté à l'époque par l'auteur aux représentations, encore que s'il n'employait pas le terme, les modes de vie retenaient toute son attention³. « *Le paysage [vernaculaire] est [alors] édifié culturellement selon des valeurs [individuelles et collectives] que d'une certaine manière il symbolise* » (Besse, 2003), selon des usages et des pratiques de l'espace, des arrangements que les habitants négocient avec leur milieu de vie. Il est « *l'expression d'un effort humain, toujours fragile et à recommencer, pour habiter le monde* » (Besse, 2003), une manière de faire (au sens de composer) avec l'environnement, de le modeler, d'être en relation avec la nature.

- 7 Revisitée par des chercheurs contemporains (Besse, 2003), la théorie de Jackson s'est avérée particulièrement féconde pour saisir ce qui se joue dans la construction, d'une part, des limites urbaines par essence mouvantes, d'autre part, des paysages contemporains, ceux des franges urbaines marqués par de fortes dynamiques. À l'inverse, choisir de regarder ce qui se passe au contact précis, physique, entre l'espace de la maison et celui de l'espace naturel ou agricole adjacent, est apparu comme une situation privilégiée pour discuter des expressions paysagères, tant politiques que vernaculaires, et de l'opportunité de les distinguer.
- 8 Pour ce faire, une enquête de terrain (Beaud et Weber, 1997) a été menée dans le cadre d'un programme de recherche sur les paysages des franges urbaines⁴, et notamment à l'île de La Réunion, sur une communauté d'agglomération, le Territoire de la côte ouest (TCO)⁵. Située dans l'océan Indien, l'île de La Réunion est une région d'outre-mer française, volcanique, sous climat tropical. Elle est caractérisée par des transformations paysagères fortes liées à une croissance démographique rapide, avec des projets d'infrastructure lourde – routière (autoroute des Tamarins sur les mi-pentes) et hydrologique (basculement des eaux). Autre particularité : cela fait deux décennies que la terminologie des lisières urbaines y est utilisée, d'abord dans des études paysagères, ensuite dans les documents de planification urbaine. Le TCO situé sur la côte sous le vent, la plus sèche, mais aussi la plus touristique, a été choisi comme lieu d'investigation car il concentre toutes ces dynamiques ; y compris celle d'avoir été un creuset pour l'élaboration du concept aménagiste de « lisière urbaine » (Bonin, 2013).
- 9 L'enquête a porté sur la commune de Saint-Paul, la plus grande en superficie et la plus peuplée du TCO. Elle a consisté à décrire et caractériser *in situ* la physionomie des limites aménagées par les populations riveraines (Raymond *et al.*, 2015) à partir d'une grille de lecture typo-morphologique (Germaine *et al.*, 2017). Devant la difficulté à comprendre à partir d'une seule observation de terrain, aussi aiguisée soit-elle (Brunet, 1995), les relations que les habitants entretiennent avec le milieu dans lequel ils vivent, et pour dépasser le spatialisme (Remy, 2016) et mieux saisir les rapports sociaux qui se nouent à travers l'agencement de ces limites, nous avons mené des entretiens qualitatifs auprès des riverains. En croisant la lecture *in situ* et les discours recueillis, nous avons tenté de comprendre les mobiles, les fonctions et les significations des aménagements mis en œuvre en limite de leurs lieux de vie : ce qu'ils révèlent de la façon dont est habité⁶ le territoire, autrement dit à la fois l'espace domestique (la parcelle, l'espace extérieur à leur maison, le jardin) et l'au-delà qui l'environne, qualifié par les urbanistes « d'espaces ouverts » (Banzo, 2009) : les rapports à l'espace voisin, les pratiques, mais aussi les perceptions et représentations, l'appropriation concrète et symbolique.

- 10 En parallèle, nous avons recueilli et analysé les productions écrites (documents d'urbanisme, études paysagères, documentation des projets), et les projets opérationnels tant des professionnels de la planification urbaine et de l'aménagement du territoire (concepteurs privés, services techniques...) que leurs commanditaires (élus, acteurs institutionnels).
- 11 Nous exposerons ici d'abord en quoi le modèle de la lisière et sa convocation dans la planification et dans la réalisation d'aménagements ressortissent du paysage politique ; dans un deuxième temps, nous nous attacherons à la fabrique habitante de la limite en montrant qu'elle relève de la catégorie du paysage vernaculaire ; enfin, nous interrogerons les liens ou plutôt la distance, voire la dialectique entre les deux et chercherons à mettre au jour les ressorts de la dichotomie à partir du couple paysage politique/paysage vernaculaire. La réflexion portera également sur les conditions, notamment en matière de gouvernance, qui permettraient de faire converger les deux.

1. La figure aménagiste de la lisière : un paysage planifié et projeté

- 12 Depuis la fin des années 1990, le terme de lisière urbaine s'est développé en tant que proposition d'aménagement : une « lisière urbaine qui participe à l'organisation du territoire. Elle matérialise la limite d'urbanisation, forme un tampon, une interface ou un glacis entre un espace agricole ou naturel et un espace construit »⁷. On la retrouve aujourd'hui dans plusieurs travaux de paysagistes, et de façon désormais fréquente chez les urbanistes (consultation du Grand Paris, 2008). Elle apparaît comme un concept de premier ordre pour l'aménagement des paysages périurbains, susceptible de valoriser, par les bords en quelque sorte, des espaces habituellement oubliés ou déconsidérés.

1.1. La percolation de la figure dans la planification régionale et intercommunale

- 13 C'est sur le TCO, à La Réunion, en 1997⁸, que l'agence de paysagistes Folléa Gautier, en réponse à une commande de l'État (direction régionale de l'Environnement et direction départementale de l'Équipement), installe le concept. Dans le cadre de la réalisation d'une « Étude préalable pour un Plan de paysage de la côte ouest », ils proposent de structurer l'urbanisation des pentes ouest de l'île en créant des « lisières urbaines » qu'ils conçoivent comme « une charpente des paysages pour accompagner au mieux les évolutions en cours » (*idem*, p. 29). Il s'agit en particulier « d'instaurer des transitions végétales entre l'espace bâti et l'espace "naturel" ou cultivé – boisements, vergers, potagers, etc. » (*idem*, p. 60). L'idée est de créer des transitions transversales entre les ravines, entailles parfois profondes, soumises à de brutales crues torrentielles au moment des dépressions tropicales, structurantes des quartiers d'habitation. Les ravines offrent déjà des lisières dans le sens de la pente⁹ ; le projet de lisière urbaine vient donc proposer de compléter cette trame naturelle par des aménagements perpendiculaires à la pente. Cette conception, sans s'y référer explicitement, rejoint la recherche de mise en réseau et de continuités à la fois sociales et écologiques, fréquente dans l'urbanisme paysager. Les objectifs affichés sont économiques (préservation des activités agricoles), paysagers, mais aussi sociaux : lieux de promenade de proximité ou lieux de production annexe,

comme des jardins familiaux, pour les habitants des villes qui en sont privés. En 2007, le concept de lisière sera repris par la même agence et à peu près dans les mêmes termes dans une Charte intercommunale paysagère¹⁰, et en 2009 dans un Schéma intercommunal d'aménagement des lisières urbaines (*idem*), toujours sur le périmètre du TCO. Ces études sans valeur juridique précisent les principes d'action, les sites et les outils pour une mise en œuvre à une échelle intercommunale.

- 14 Le concept de lisière va percoler, non sans difficulté, dans les documents de planification stratégique. Il infusera dans le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du TCO (arrêté le 9 mai 2016), mais avec un temps de retard malgré une congruence spatiale et temporelle entre l'élaboration de ce document et la parution des études paysagistes. En effet, les documents préparatoires au SCoT reprennent à leur compte la conception paysagiste, mais pas dans sa globalité : ils rattachent les lisières urbaines aux « *espaces et ressources naturels* », et non aux espaces agricoles, même s'il est bien prévu qu'elles puissent s'installer en limite des terres cultivées. Les fonctions productives possibles, alimentaires notamment, ne sont pas détaillées¹¹ : un écart peut-être à mettre sur le compte d'un manque de relation entre les politiques de l'agriculture et de l'urbanisme. Il faudra attendre 2016 et la validation du SCoT pour que les « *lisières urbaines* », inventoriées et cartographiées, y soient considérées, au même titre que les ravines, comme des espaces naturels porteurs « *d'aménités de la vie* » pour les populations, et donc à valoriser. Elles sont aussi présentées comme ayant de nombreuses fonctions écologiques (protection des cours d'eau, des bassins versants et donc du lagon, réduction du ruissellement), pouvant ainsi contribuer, comme les ravines, à la trame verte et bleue. On y retrouve, en plus de cette fonction écologique par rapport au ruissellement vers le lagon, les trois fonctions proposées dans l'étude du Plan de paysage de 1997 : protéger les espaces agricoles et naturels en marquant visuellement les limites ; offrir des espaces publics de proximité ; permettre l'implantation de jardins familiaux créoles¹². Cela donne lieu à une orientation d'aménagement pour les extensions urbaines¹³.
- 15 Si l'intégration du concept de lisière a été lente dans la planification intercommunale, elle le sera plus encore à l'échelle régionale, et de façon incomplète. Dans le Schéma d'aménagement régional (SAR) de 2011, pour le sujet qui nous intéresse, deux catégories nouvelles apparaissent à propos des enjeux environnementaux : « zones de contact » et « rôle tampon ». Au titre des « mesures réductrices » de l'impact sur l'environnement des projets d'extension urbaine, il est écrit qu'il faudra « *veiller à la qualité des formes et des paysages urbains, des espaces publics, à la présence d'espaces verts et au traitement des fronts urbains en lisières lisibles et pérennes* » (SAR 2011, vol. 2B, p. 120). De plus l'agriculture y est mentionnée, mais selon une vision frontale l'opposant à la ville, comme c'était déjà le cas dans le SAR de 1995. En somme, le terme de lisière est bien utilisé, mêlé à celui de front, mais il ne recouvre pas toute la signification portée par les paysagistes.
- 16 Par-delà les préconisations inscrites dans les documents de planification stratégique comme le SCot, la mise en œuvre concrète des lisières urbaines s'est avérée semée d'embûches. Le constat a été fait (Bonin *et al.*, 2016) d'une application faible dans les Orientations d'aménagement du Plan local d'urbanisme de Saint-Paul, document de planification à l'échelle communale : par exemple, la lisière proposée dans le Schéma intercommunal des lisières de 2009, pour le projet urbain de ZAC Renaissance III (voir partie 2) est devenue une « trame verte » incomplète. Que ce soit aux limites du tissu

urbain existant ou sur les sites en cours d'urbanisation, très peu d'exemples ont été trouvés, et aucun concernant une transition agri-urbaine. Un projet urbain récent, la Cocoteraie, parce qu'il a été souvent cité par les acteurs locaux comme une référence d'aménagement en matière de lisière urbaine, a attiré notre attention.

1.2. La conception d'une lisière dans un quartier récent, mixte et haut de gamme : l'exemple de la Cocoteraie

- 17 La Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Poudrière, ensuite dénommée la Cocoteraie, a donné lieu à la création d'un quartier résidentiel récent (2010), situé au nord du centre-ville de Saint-Paul, mêlant habitat collectif et individuel, logement social et logement de grand standing (350 logements, dont 20 % de logements sociaux). Il occupe un ancien espace boisé de sable noir, le long du littoral, bordé à l'ouest par la forêt domaniale de Saint-Paul et au sud par une cocoteraie – dont la productivité agricole et l'exploitation sont quasi nulles – et l'étang de Saint-Paul classé Réserve naturelle nationale. Son promoteur est CBo Territoria, et le quartier s'intègre à un projet plus vaste labellisé « Éco Cité insulaire et tropicale ». Il jouxte un quartier plutôt populaire.
- 18 Deux limites sont ici considérées (figure 1) : l'une au sud vers l'Étang de Saint-Paul, l'autre à l'ouest vers le littoral, dénommée « lisière urbaine du trait de côte » (SCoT du TCO, 2016).

Figure 1 : Plan de la ZAC de la Poudrière

Légende : orienté à l'envers, le nord est en bas

Source : CBo Territoria

- 19 La limite ouest (figures 1 et 3) se matérialise par une route de terre et sable longeant une forêt domaniale littorale, de filaos. La limite sud (figures 1 et 2) au bord de l'étang de Saint-Paul est composée d'une cocoteraie – préexistante au projet immobilier –, de

pelouses et de plantations d'espèces endémiques de La Réunion. Ces deux interfaces ont une certaine épaisseur ; elles sont ouvertes au public, équipées et aménagées (cheminements doux, aires de pique-nique, terrain de foot enherbé, parcours santé...). Des accès ont été aménagés et paysagés pour permettre d'aller au travers de la cocoteraie, à vélo ou à pied, de la ZAC vers le centre-ville de Saint-Paul, qui comporte un des marchés de plein air les plus importants de l'île. Les relations entre les habitations et la forêt domaniale n'ont été que très peu, voire pas du tout traitées. À l'échelle non plus du quartier, mais des parcelles bâties, on retrouve un phénomène pour ainsi dire analogue. Les résidences (individuelles, mais surtout collectives) sont sans ouverture physique vers le littoral et sa forêt : une clôture le plus souvent hermétique et un chemin sableux les séparent de la forêt domaniale. En revanche, lorsqu'on se rapproche de la cocoteraie, les résidences, moins hautes et moins collectives, s'ouvrent visuellement sur celle-ci même si elles restent encloses. Le principe de la lisière semble donc peu ou mal saisi par la maîtrise d'œuvre des opérations immobilières que nous avons pu observer.

- 20 En effet, les espaces de nature servant d'écrin à la ZAC sont pratiqués à des fins récréatives et sportives, mais ne sont pas forcément très fréquentés par ses habitants, notamment ceux des villas contiguës, des nouveaux venus, plutôt aisés, qui peuvent jouir à loisir de leurs grands jardins privatifs. Il leur arrive de les traverser, qui pour un footing, qui pour une promenade, mais de façon assez occasionnelle. Ce ne sont pas pour eux des lieux de vie de proximité, mais un cadre extérieur et, pour les plus aisés, un prolongement visuel de leurs grands jardins. De chez eux et par-delà leurs clôtures, ils peuvent profiter des cimes des filaos et des cocotiers tout en se protégeant du regard des nombreuses populations urbaines qui viennent de plus ou moins loin envahir le temps d'un week-end ces espaces aménagés : des sportifs à pied ou à vélo venant du centre-ville de Saint-Paul ou d'une commune voisine faire leur entraînement, les week-ends ou le soir après le travail ; des Réunionnais, habitués à pêcher dans l'étang avant la construction de la ZAC, y revenant en famille, surtout le dimanche ; des familles arrivant de différents endroits de l'île pour occasionnellement y pique-niquer ou s'y promener : *« À la cocoteraie, il y a beaucoup de monde le week-end, bon il y a des mariages, des repas, des grands pique-niques géants, des fêtes, des communions, des mariages, enfin il y a beaucoup de choses. Mais ce sont plutôt des gens de l'extérieur. Après, il y a beaucoup de gens qui se baladent, ceux qui courent, ceux qui font du vélo, il y a beaucoup de gens qui viennent [...] pique-niquer à côté de l'étang en fait. »* (hab. ZAC Cocoteraie).
- 21 En somme, les lieux sont connus, appréciés et fréquentés davantage par une population urbaine, provenant principalement de l'ouest de l'île, que par les habitants de la ZAC qui ne font que les apercevoir lorsqu'ils rentrent en voiture dans leur résidence close. La culture de la voiture est très forte, et ne favorise pas une fréquentation de loisir de proximité : un habitant d'une des plus belles maisons ayant un accès direct à la cocoteraie l'affirme sans complexe : *« Je prends la voiture, c'est un réflexe. Tout le temps. Je viens de découvrir qu'il y a des choses à faire juste à côté, mais je vais prendre la voiture quand même. »* Pour cette même personne, la cocoteraie et les cheminements vers l'Étang sont un *« espace sportif avant tout »*, il ne les envisage pas comme une possibilité de déplacement doux vers le centre-ville, et donc pas comme l'espace multifonctionnel imaginé par les concepteurs. Si la réussite du projet est à relativiser en termes de proximité et de services aux riverains, la fréquentation témoigne en revanche de la création d'un véritable espace public.

- 22 Ces deux bordures aménagées, la cocoteraie ou la forêt, valorisent l'environnement du quartier, ce qui est bien compris par les promoteurs qui l'intègrent dans leur stratégie publicitaire de marketing territorial : « *Le long du paisible étang de Saint-Paul, paradis des skieurs nautiques et des joggeurs, et face à l'océan, la Cocoteraie est baignée de végétation tropicale et de cocotiers. CBo Habitat propose 350 logements répartis sur plusieurs petites résidences, des villas d'architecte et maisons de ville, dans cet environnement sport et nature¹⁴.* » Ce sont donc des parcs urbains ou tout au moins des aménagements publics, et pas des lisières au sens d'espace de dialogue entre usagers urbains et non urbains (ruraux, agricoles...), en dépit de la multifonctionnalité affichée comme objectif premier par leurs concepteurs. Leur fréquentation principalement par des urbains relègue au second plan, voire concurrence d'autres usages potentiels, par exemple agricoles.

Figure 2. Les maisons le long de la voie douce qui va vers la cocoteraie et l'étang

Photo : S. Bonin, 2013

Figure 3. La bordure avec la forêt littorale (à gauche) et plus loin, à l'angle de la même voie, avec la cocoteraie (à droite)

Photos : S. Bonin, 2012

Figure 4. Coupe de la limite sud du quartier de la Cocoteraie/Saint-Paul

Exemple type d'un espace ayant été conçu comme multifonctionnel (gestion publique préservant une diversité d'usages spontanés et informels préexistants), mais dans une logique séparative par rapport aux propriétés riveraines.

Source : C. Ricou, 2013

- 23 Que ce soit dans les documents de planification ou dans les rares projets réalisés, la figure aménagiste de la lisière relève du paysage politique en ce qu'elle est censée organiser et structurer l'espace et ses usages. Au fondement de la démarche, il y a l'idée du plan, de la projection, d'une décision prise à une certaine échelle publique et territoriale : un dessin et un dessein qui, s'affranchissant des contraintes foncières, économiques ou sociales, peinent à s'inscrire dans le territoire et à le transformer. Qu'en est-il dans un autre quartier de la même commune de Saint-Paul, Plateau Caillou où se sont développés des projets urbains encore plus importants, mais où les espaces environnants sont d'une autre nature (ravine, savane) ?

2. La fabrique habitante de la limite : un paysage habité

- 24 Plateau Caillou est une agglomération secondaire de la commune de Saint-Paul, « une ville nouvelle montée à l'assaut » des pentes (Bonniol et Benoist, 1994), située entre les deux ravines Bernica et Fleurimont. Séparée du centre-ville de Saint-Paul et du littoral par un relief abrupt de 80 m et une importante route à quatre voies, la route des Tamarins, Plateau Caillou s'est développé rapidement sur un espace de savane, dénommé Les Combavas, situé entre 100 et 300 m, dans l'unité morphologique du

paysage de l'ouest, la Grande Planète « où tout établissement humain peut prendre place en tout lieu »¹⁵. L'ensemble des limites y ont été étudiées, mais seules deux situations urbaines caractérisées par de l'habitat individuel – hameau de Corbara et ZAC de la Renaissance – sont ici analysées : la première offre l'opportunité d'explorer une interface du bâti avec un motif paysager structurant le territoire de l'île, et très présent dans les références culturelles comme dans l'imaginaire collectif, la ravine (Bonniol, 1995 ; Drule, 2013) ; la seconde permet de considérer un autre type de contact avec la savane, espace herbeux, longtemps ignoré, voire déprécié, qualifié de « *lisière aride* » (Bonniol et Benoist, 1994) redécouvert depuis peu comme « *milieu naturel* ». Très contrastés tant d'un point de vue géographique, urbain que social, les deux cas étudiés sont riches d'enseignements sur deux manières assez différentes de voir et d'habiter le paysage.

2.1. Habiter le hameau de Corbara avec vue sur la ravine Bernica : un panorama visuel sans vis-à-vis, un espace de nature, une logique de privatisation

- 25 Le hameau de Corbara est un lotissement qui a vu le jour à la fin de la décennie 1980 ; implanté sur un ancien territoire de savane, propriété des Sucreries de Bourbon. Les terres avaient été acquises par un urbaniste de la DDE, qui a conçu le plan du lotissement, et lui a donné un nom rappelant ses propres origines corses, selon le récit d'un des riverains parmi les premiers acheteurs : « Avant, c'était un endroit où les gens... amenaient les bêtes à paître... c'était un pâturage... au début, quand on construisait on avait les vaches qui traversaient la maison » (hab. Cor 1). Ce quartier est situé entre la ravine Bernica, très encaissée à cet endroit, et la D6 (route des rampes à l'inclinaison très forte) qui le coupe du centre actif du bourg. Dénommé localement « quartier pognon », il abrite des villas, souvent avec piscine, habitées par des catégories aisées. « Les créoles ont toujours pris ça pour un lotissement de riches... Alors que c'était mixte [présence de créoles] quand même au départ un peu... » (hab. Cor 1), rajoutant dans le même temps que ce lotissement est aujourd'hui habité par des métropolitains résidant à La Réunion, parfois de longue date.
- 26 Les maisons localisées au bord de la ravine Bernica, très escarpée, mais aussi très connue à La Réunion, véritable emblème paysager culturel de l'île¹⁶, ont le fond de leur jardin en balcon sur celle-ci, et la limite entre les deux présente une physionomie variable : la plupart des habitants ont installé une clôture par peur du vandalisme ; certains au contraire ont gardé une continuité physique de leur jardin avec l'extérieur, aménageant celui-là selon un gradient, jardiné-sauvage, et recréant partiellement le sentier escarpé qui longeait autrefois le rebord de la ravine ; d'autres enfin ont construit un mur de soutènement en dur face au risque d'effondrement. Tous, même ceux qui ont grillagé l'accès, ont conservé et même mis en scène une transparence car, pour eux, habiter en bordure de ravine signifie pouvoir porter un regard surplombant, contemplatif et distancié sur un paysage panoramique de grande ampleur, avec au premier plan une vue rapprochée sur la ravine, et à l'horizon des perspectives immenses et des lointains sur la mer, voire sur les Hauts. Le paysage comme connivence (Sautter, 1979) est ici un tableau, une composition dont ils se délectent et qu'ils admirent au quotidien à partir d'un point de vue dominant. Cette population aisée, d'origine métropolitaine, entretient une relation contemplative avec l'espace

environnant, le perçoit comme un spectacle (figure 5). Si l'on s'accorde sur le fait que le paysage, c'est à la fois « *quelque de chose de vu et comme une manière de voir le monde – à la fois le terrain et le regard porté sur lui* » (Wylie, 2015), dans le cas présent, l'environnement se manifeste en tant que paysage (Berque, 2013) à travers un modèle occidental hérité de l'histoire de l'art qui a donné au paysage le sens de panorama remarquable que l'on embrasse du regard à partir d'un belvédère.

Figure 5. Des limites urbaines en balcon

Photos : M. Toublanc ; dessin et coupe C. Ricou

- 27 Pour autant, à Corbara, outre la vue, les autres sens – le toucher, l'odorat, l'ouïe – sont mobilisés du fait notamment de la proximité de la ravine et d'une chute d'eau : « [...] Il y a un grand cassé d'une bonne quarantaine de mètres, au niveau à peu près du canal. Quand l'eau arrive, quand il y a des fortes pluies, ça fait une cascade impressionnante. Nous, on entend le bruit de la cascade... La ravine, pour moi, c'est ça aussi, c'est que tous les jours on a un ballet de pailles-en-queue... le merle de Maurice, il y a aussi le Papang... on en voit tous les jours, et puis surtout vers midi » (hab. Cor 1). Le sentiment esthétique est renforcé par le contact avec la nature que la ravine représente pour eux¹⁷ et qui contribue à leur bien-être : « On a un emplacement de rêve, parce qu'on est dans la nature, on ne voit pas les toits du lotissement... on est proches de la nature... on a vraiment l'impression d'être hors du monde... » (hab. Cor 1). Pour les riverains, c'est le bonheur de sentir la proximité de la nature, mais c'est aussi un bien-être physique, car la ravine crée un « microclimat » (circulation de l'air et donc fraîcheur). Le paysage de la ravine, c'est « un enchantement de tous les jours le matin, au lever du soleil, ou même un petit peu avant, quand la nature s'éveille, moi j'adore me promener dans mon jardin, il n'y a pas un bruit, tout le monde dort. Moi je suis là à me balader, sur le bord de la ravine, à écouter les réveils des oiseaux » (hab. Cor 2). « Le plaisir c'est ça hein, c'est d'être

dedans, vraiment dedans » (hab. Cor 3). Finalement, le paysage est pour eux un décor, mais c'est également un milieu dans lequel ils vivent et qu'ils ressentent.

- 28 L'appropriation paysagère est ici plus symbolique que physique, car les habitants de ces villas cossues n'ont pas (ou peu) de rapport pratique avec la ravine qu'ils n'arpentent pas, dans laquelle ils ne s'immergent pas, bien qu'elle soit en contact direct avec leur propriété ; à la différence des « Réunionnais de souche » qui ont « *toujours eu des usages et des pratiques de la ravine...* [chasse, pêche, cueillette, bain dans les bassins...]. *Moi, j'ai appris à nager dans la ravine, pourtant je suis de 1972, je ne suis pas vieux ! On apprenait à nager dans la ravine et pas dans la mer. Quand on habite dans les Hauts, on reste dans les Hauts* » (élu 1, natif de La Réunion). Des riverains racontent qu'au début ils s'étaient aventurés à y descendre avec des amis ou en famille, mais aujourd'hui ils y ont renoncé : « *Il y avait même un chemin d'accès qui zigzague un peu, mais qui arrivait à descendre, parce il y a un bassin en bas... Là il y a un grand cassé et après il y a un autre bassin... Mon mari y est descendu... mon fils adorait y descendre... au bout de notre terrain, on pouvait démarrer un sentier... on pouvait aller jusqu'au bassin, maintenant je vous dis là, avec la végétation qui envahit... Il n'y a plus de chemin en fait...* » (hab. Cor 1). Et le haut de la ravine (bande jouxtant la clôture de leur jardin) peut même aussi être perçu et utilisé comme étant un espace de rebut pour se débarrasser des déchets verts de leurs grands jardins. Leurs activités récréatives se déploient soit dans l'espace domestique « intra-muros » de leurs jardins, soit au-delà de leur lieu de vie : balades à pied dans la savane de l'autre côté du bourg en direction du Cap La Houssaye, promenades ou activités nautiques sur le bord de mer, dans la forêt, randonnées dans les Hauts.
- 29 Si l'appropriation de la ravine est donc davantage symbolique que pratique, sa confiscation n'en est pas moins réelle, les accès tant physiques que visuels ayant été privatisés. Lors de la conception et de l'implantation du lotissement, afin de préserver un accès public à la ravine et de gérer les eaux de pluie, des passages latéraux, transformés parfois en canaux à ciel ouvert, ont été aménagés entre les îlots bâtis (figure 6), de même une bande de 15 mètres en rebord de ravine, a été conservée. « *Le lotisseur avait une contrainte, c'était de laisser une bande d'accès à la ravine, de 15 mètres pour la libre circulation aux abords de la ravine... un endroit très facile d'accès pour les voleurs... petit à petit on a dû fermer, grillager, voilà... et mettre un portail, et mettre une alarme* » (hab. Cor 1). Au fil du temps, les premiers ont été fermés, les seconds accaparés par les propriétaires qui ont étendu leurs jardins jusqu'en limite de la pente y intégrant la bande des 15 mètres de servitude prévue par le promoteur¹⁸. Les parcelles bâties étant fermées côté rue par de grands portails et clôtures, impénétrables physiquement, mais aussi visuellement lorsque l'on circule dans le lotissement, la ravine n'est pas visible à partir des voies de desserte du lotissement, ou très difficilement. Elle se cache derrière les belles villas, et seuls leurs propriétaires peuvent à loisir profiter de la végétation luxuriante et de la richesse en oiseaux qu'elle offre au regard et aux autres sens. Pour autant, la bordure de la ravine (zone tampon entre jardins et coteau abrupt) étant maintenant inaccessible, il devient difficile de contenir la végétation au bord des jardins « [...] l'accès n'étant plus autorisé aux créoles, eh bien là, le nettoyage de la ravine se fait moins bien, et nous on le voit nettement quoi, il y a toute une végétation maintenant qui envahit le flan de ravine, qui n'existait pas... c'était beaucoup plus dégagé, elle était plus propre » (hab. Cor. 1) « *Je pense qu'on a privé les créoles de cet accès... ça aurait été certainement très différent si les 15 mètres avaient été respectés par tout le monde... c'était accidenté, mais bon les créoles sont habitués... là-bas, on les voyait descendre dans la pente de la ravine pour aller cueillir,*

couper des branches, pour les cabris, pour les bœufs... » (hab. Cor. 1). Le manque d'entretien n'est pas sans poser des problèmes aux riverains, car la végétation, en se développant dans la ravine, referme les panoramas qu'ils apprécient tant : « Pour la partie de la ravine là, qui jouxte le jardin, j'ai fait appel aux élagueurs pour couper les tamariniers, parce qu'en période cyclonique, toutes les petites feuilles se collent quand il pleut, et toute la façade était constellée de petites feuilles. Et puis, ils étaient devenus trop, trop grands, et ça faisait beaucoup d'ombrage en bas, mon tout petit potager d'aromates ne poussait pas... le soir, il y a toute la montagne, là qui rougit, c'est magnifique, et en fait les arbres étaient tellement grands qu'on ne voyait plus rien. » (hab. Cor. 2). L'inaccessibilité est donc indirectement un problème pour les riverains qui doivent avoir recours à des professionnels équipés et aguerris pour conserver les aménités paysagères qu'ils retirent de leur position surplombante.

Figure 6. Entre deux villas, un canal fermé après coup à l'initiative des riverains par un portail empêchant l'accès à la ravine et détournant l'idée première de l'aménageur

Source : Photo M. Toublanc, 2012

- 30 Même si la fabrication de la limite par les habitants de Corbara relève au sens de Jackson de la catégorie « paysage vernaculaire », elle revêt une dimension politique très forte en ce qu'elle instaure une frontière qui les sépare de l'espace extérieur environnant et des autres populations. Fermé sur lui-même, le lotissement a une forme symptomatique d'un processus de ségrégation spatiale témoignant de tensions sociales entre ce quartier et le reste de la population de Plateau Caillou.
- 31 La fabrique de la limite habitante relève ici d'une logique de privatisation, voire de confiscation physique et symbolique. Très vite, les habitants des villas ont installé des clôtures et détourné l'espace tampon prévu à l'origine, s'appropriant au sens juridique et concret du terme un dispositif spatial censé permettre la cohabitation d'usages

différents et le partage de la ravine avec d'autres (problématique proche de celle du sentier du littoral en France métropolitaine).

2.2. Habiter au bord de la savane dans un quartier en mutation : la ZAC de la Renaissance

- 32 Établi de l'autre côté de Plateau Caillou, le quartier Renaissance est le produit d'une urbanisation planifiée qui a démarré dès les années 1980 sous la forme de projets et de programmes de ZAC successifs de grande ampleur (ZAC Renaissance I et II achevées, ZAC III en cours de réalisation) se déployant sur un territoire de savane. Le secteur étudié de façon approfondie est situé du côté de la petite ravine de Fleurimont, et il offre au regard une interface bâti-savane (figure 7). La limite analysée ici est composée de deux tronçons distincts : l'un comporte une route séparative et l'autre est en fond de jardin, avec accès latéraux. Ces deux bordures ont pour caractéristique commune d'être labiles, car appelées à disparaître dans un futur proche : produit d'une ZAC assez récente (fin des années 1990), elles seront absorbées par la prochaine opération immobilière qui va se déployer sur la savane dans le cadre de la ZAC Renaissance III, avec comme principe de « retourner l'urbanisation de Plateau Caillou sur la savane et les vues », selon les propres termes (2011) du bureau d'études impliqué dans le projet, LEU Réunion. Spatialement mouvantes, non stables, provisoires – « Parler de lisière, c'est parler du mouvement d'une ville qui se déplace, d'un rond-point qui attend patiemment le futur quartier pour allonger ses bras... » (Ricou, 2013) –, les deux limites considérées ici offrent une interface entre un espace bâti de type individuel datant de la fin des années 1990 et un espace non bâti de savane. Les deux îlots en question sont habités par une population créole aux revenus modestes : « Ici il y a juste une z'oreille¹⁹ » (hab. sav 1) avec laquelle les relations sont conflictuelles aux dires des habitants interviewés.
- 33 Les habitants riverains, pour agrandir leur jardin et avoir, qui un potager, qui un petit élevage, qui une volière, s'approprient de façon spontanée la savane, lorsqu'elle est en fond de jardin sans route séparative... « Ici, il n'y a rien, rien que de la savane... Donc, on a pris un petit espace, mais que la commune y doit reprendre. Parce que y sont venus mesurer... C'est un terrain vague, en attendant... on l'a défriché et on l'a planté... » (hab. sav 1). L'organisation spatiale n'est pas sans rappeler le modèle de la case créole avec côté rue « la cour devant » correspondant à un jardin d'agrément, « d'apparat », ornemental (accumulation et profusion de plantes à fleurs et végétation exubérante) (Hoarau, 2005), et derrière la maison, les coulisses de la vie familiale (productions vivrières, espace de rebut domestique, entrepôt d'objets de la vie quotidienne...) dessinant côté savane une bordure physique hétérogène, faite de bric et de broc (figure 7). Celle-ci transgresse les limites de propriété des riverains qui empiètent joyeusement sur l'espace de savane ne leur appartenant pas : une situation s'enracinant dans une histoire particulière²⁰ et tolérée par les pouvoirs publics qui ont acquis (auprès d'héritiers d'un grand domaine sucrier) ce territoire non bâti pour leur projet de ZAC III. Une forme de privatisation bien différente de celle de Corbara se reproduit.

Figure 7. Limite de bric et de broc côté savane

Photos : M. Toublanc 2013 ; coupe : C. Ricou 2013

- 34 Sur l'autre côté de ce quartier, plus perpendiculaire à la pente et exposé au nord, l'interface a une autre physionomie car une route sépare les constructions de la savane, les maisons R+1 se cachant davantage derrière leurs clôtures, souvent bricolées et rehaussées pour préserver l'intimité du jardin, avec cependant des vues sur la savane depuis l'étage (figure 8).

Figure 8. Une limite avec route et clôture rehaussée

Photos : S. Bonin, M. Toublanc 2014 ; dessin et coupe C. Ricou 2013

- 35 Comparativement au hameau de Corbara présenté plus haut, on saisit dans ce vis-à-vis avec la savane un autre mode d'habiter : la relation paysagère y est assez différente, s'adossant au monde matériel dans lequel vivent les habitants, entretenant avec lui des relations directes et concrètes, de grande proximité. « *Loin d'être spectateurs du monde, nous en sommes partie prenante* » (Jackson, 1960, repris par Wylie, 2015). Au-delà de la fabrique de la limite, les riverains pratiquent également la savane d'une manière labile et éphémère, mais bien réelle : chasse, cueillette, balades quotidiennes, avec ou sans chien... autant d'usages qui en rencontrent d'autres, soit hérités du passé, soit produits par les transformations démographiques et sociologiques récentes de l'île. En effet, on y voit ici des chasseurs, là des bergers menant des bovins et des caprins à travers les hautes herbes de ce qui était et est encore une terre de parcours pour le bétail (cabris, zébus)²¹. On y rencontre des promeneurs, des joggeurs ou des randonneurs pédestres ou équestres venant des autres quartiers de Plateau Caillou (par ex. Corbara), ou de plus loin. On y croise un centre équestre et quelques décharges sauvages²². À la différence de la ravine de Bernica, les nombreux chemins qui sillonnent la savane, certains très anciens et pavés, d'autres plus récents, tous bien visibles, attestent de la coexistence et de la cohabitation de différentes populations et groupes sociaux aux modes de vie, valeurs, et intérêts différents. Devenue principalement une aire de loisirs pour une population de plus en plus urbaine (course à pied organisée depuis quelques années : « Randonnée Cross de la savane », chemins de randonnée aménagés par les collectivités locales...), la savane est l'objet d'un partage non exempt de tensions et de conflits.

Figure 9. L'espace de savane vu du quartier Renaissance II : un territoire utilisé notamment à des fins récréatives

Photos : M. Toublanc, 2014

- 36 Longtemps ignorée, depuis qu'elle est menacée de disparition elle est regardée à l'instar des ravines comme un « espace naturel » par une partie de la population et certains acteurs institutionnels (Parc naturel national, Conservatoire du littoral...); lesquels entendent la protéger de l'urbanisation – ce qui semble acquis –, mais aussi encadrer, accompagner les activités (pastoralisme, loisirs...) qui s'y déploient. Ce vaste espace « ouvert » s'étirant au-delà de l'espace bâti jusqu'à la mer (figure 9) est aujourd'hui convoité et au cœur de nombreux débats, voire de conflits qui opposent de nouveaux usages à d'anciens usages qui perdurent, et où s'exprime la tension entre ce que l'on pourrait appeler un paysage politique (la ZAC, mais aussi le projet de préservation) et un paysage habité (celui des riverains, celui des éleveurs, celui des promeneurs...).

- 37 Que ce soit dans le hameau de Corbara ou dans la ZAC Renaissance, la fabrique habitante produit des limites d'une grande variabilité, à l'image des populations, *via* des arrangements, des accommodements, individuels et privés, chacun ayant son idée de la transition qui lui convient loin des lisières urbaines dessinées, projetées, imaginées par les concepteurs.

3. Entre la lisière aménagiste et la limite habitante : un écart irréductible ?

- 38 La lisière aménagiste correspond à un appareil idéologique puissant en ce qu'il exprime un projet de société nourri par des idéaux (convivialité, mixité, lien social, « vivre-ensemble », harmonie sociale...). L'idée est consubstantielle d'une volonté de rapprocher des univers, au premier rang desquels les mondes agricoles et urbains, qui s'ignoraient ayant été séparés, en France notamment, par l'urbanisme fonctionnel de l'après-guerre en même temps qu'une politique agricole déterritorialisée était instaurée. Distinguer, séparer sans cloisonner, créer une perméabilité, une fluidité, une porosité entre espaces de nature différente : tels sont les ingrédients politiques d'un modèle qui a rencontré un franc succès dans le champ de la planification, tant auprès des élus que des techniciens. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les schémas stratégiques élaborés depuis quelques années aux différentes échelles intercommunale, régionale... en France. On peut penser que la figure tient sa force politique de sa capacité à générer un réseau, un maillage (ravines dans le sens de la pente + lisières perpendiculaires à la pente pour le TCO) censé organiser et ordonner le territoire ; une mise en ordre qui suppose de marquer et rendre visibles des interfaces – jusqu'alors négligées, voire ignorées par les politiques publiques – en les transformant pour qu'elles deviennent des entre-deux d'échanges et d'articulations.
- 39 S'il est avéré que c'est un levier puissant de l'action publique donnant envie aux acteurs politiques d'agir, il n'en est pas moins vrai que le modèle de la lisière urbaine résiste difficilement à l'épreuve du terrain. D'abord, il a donné lieu à peu de réalisations concrètes à cause notamment du verrou foncier : celles-ci se déploient uniquement sur du foncier maîtrisé par la puissance publique. Ensuite, il faut bien admettre que les rares aménagements mis en œuvre ne tiennent pas les promesses d'un modèle visant à créer du lien entre les habitants au sein de leur propre quartier ou avec d'autres, et à les mettre en relation avec leur environnement proche. En effet, les objets installés – cheminements doux, continuité écologique... – produisent de nouveaux espaces publics, souvent de grande qualité, offrant des aménités bien réelles, et par conséquent fréquentés et socialement appropriés, mais le plus souvent, les usages qui s'y développent ne sont pas directement liés à la vie du quartier *stricto sensu* (cf. ZAC de la Cocoteraie, figure 2).
- 40 Pour autant, il existe bien des limites, mais qui sont la plupart du temps façonnées par les habitants et, de prime abord, semblent peu en phase avec le projet politique des lisières urbaines imaginées et conçues par les aménageurs, celles-ci venant parfois se rajouter à celles-là (cf. ZAC de la Cocoteraie). Souvent fermées, visuellement ou physiquement, elles s'opposent, du moins en apparence²³, à une idée-force de la pensée des concepteurs, celle de tisser des liens apaisés entre les hommes, les espaces, les activités se déployant de part et d'autre. Certaines même dénotent des formes d'appropriation exclusive et privée allant à l'encontre du principe d'usages communs

au fondement de la vision aménagiste, voire un détournement des aménagements réalisés initialement par le promoteur (cf. quartier de Corbara, figure 6). Enfin, fruit et expression d'une esthétique vernaculaire (Jackson, 1984), elles sont souvent dépréciées par les concepteurs et leurs commanditaires (cf. figure 7).

- 41 Ce hiatus entre les deux visions ne manque pas d'interroger la question de la gouvernance, et en particulier la relation entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'usage. Dans nos études de cas, il n'y a pas eu vraisemblablement d'attention portée aux processus de « fabrication » *in situ*, alors même qu'aucun projet politique ne pourra se réaliser sans considérer les ressorts, ici et maintenant, de la fabrique de ces paysages de limites – identification du système d'acteurs privés et publics, de leurs pratiques, mais aussi de leurs perceptions de la limite et de l'espace ouvert adjacent... – (Tableau 1). C'est ce à quoi nous nous sommes employés en nous concentrant sur la matérialité (formes, composantes) des limites, leurs fonctions et leurs significations, leurs dynamiques de construction de toute évidence corrélées directement à la manière dont le territoire est habité, géré quotidiennement. Et l'exercice ne fut pas vain, car il a aussi montré la richesse et l'imprévisibilité des limites. Bricolées (au sens de Levi-Strauss, 1962, p. 26) de façon anonyme et spontanée, les limites sont plus complexes qu'il n'y paraît. Produites par les pratiques spatiales et sociales de chaque riverain, elles-mêmes variables selon les caractéristiques des individus et la nature des espaces non bâtis, ces limites ont une physionomie d'ensemble assez inattendue – quelquefois homogène, mais aussi le plus souvent composite – et donc pas modélisable.

Tableau 1. Les enquêtes ont fait apparaître un jeu social et une dynamique locale complexe entre résidents riverains, usagers privés de « l'espace ouvert », et gestionnaires publics

Site et espace ouvert de proximité	Statut du foncier	Fréquentation	Gestion	Relations entre riverains et usagers de l'espace ouvert
ZAC Cocoteraie Bande littorale, étang de Saint-Paul	Public	Usages nombreux et divers, surtout par des personnes extérieures au quartier	Gestion communale/ Service des espaces verts	Logique séparative

Corbara Ravine Bernica	Privé morcelé et public Servitudes et réglementations liées au Domaine public fluvial et au site classé (loi de 1930)	Vues très valorisées par les riverains. Usages très limités et difficiles, car l'accès est confisqué et pentu à cet endroit-là Usages informels du reste de la ravine accessible en venant d'ailleurs	Entretien minimal par les riverains eux-mêmes en limite de leurs jardins sur le rebord Gestion publique et privée pour le reste de la ravine, d'intensité variable selon les endroits	Logique exclusive
ZAC Renaissance/ Fond de jardin Savane du Cap La Houssaye	Privé morcelé et public (acquisition, notamment par le Conservatoire du littoral)	Accessible au public. Usages nombreux (chemins et accès pénétrant dans l'espace ouvert) Appropriation par les riverains (empreintes habitantes nombreuses, voire empiètement)	Spontanée par les riverains sur leurs limites, puis gestion à la fois publique et privée (fréquentation de loisir et pastoralisme, mais aussi protection environnementale)	Logique d'appropriation rivale
ZAC Renaissance/ Route Savane du Cap La Houssaye	Privé morcelé et public (acquisition, notamment par le Conservatoire du littoral)	Accessible au public Usages nombreux (chemins et accès pénétrant dans l'espace ouvert) Appropriation moindre par les riverains (du fait de la route à traverser)	Gestion publique et privée liée (fréquentation de loisir et pastoralisme, mais aussi protection environnementale au titre des espaces naturels)	Logique séparative

- 42 Si comprendre la réalité sociale est une condition nécessaire pour mettre en œuvre les projets de lisière, elle n'est pas suffisante pour amener à un enrichissement du projet porté par la puissance publique et les concepteurs et pallier le risque de normalisation

d'espaces interstitiels ayant échappé jusqu'alors à l'ordre établi. Il reste à imaginer une gouvernance territoriale intégrant expertise citoyenne et expertise technique, savoirs profanes et savoirs aménagistes, afin de coconstruire les lisières urbaines de demain avec les riverains et tous les acteurs du territoire. Depuis une décennie, on a vu se développer assez massivement, dans le champ de l'aménagement de l'espace, des initiatives de démocratie directe s'appuyant sur – ou prenant pour objet – le paysage ; un phénomène allant jusqu'à renouveler les pratiques professionnelles de certains paysagistes (Montembault *et al.*, 2015). On peut cependant questionner la capacité des outils et des démarches participatifs (Davodeau et Toubanc, 2010) existants à prendre en charge la complexité sociale et paysagère de ces marges spatiales. Il reste donc à définir les dispositifs, et les modalités²⁴ qui permettraient de passer, sans perdre en richesse et en nuance, de ces « *processus diffus dans l'espace et dans le temps* » (Rémy, 2016, 14) à une négociation, une concertation explicite, institutionnalisée et formalisée autour d'un projet partagé, tant pour les limites que pour le territoire.

Conclusion

- 43 La théorie dialectique paysage politique – paysage vernaculaire (Jackson, *op. cit.*) a permis de distinguer limite et lisière, de mettre au jour la tension entre les deux, et de saisir la force politique de la seconde. Elle n'a cependant pas épuisé la dimension politique des limites habitantes, elle aurait même pu nous conduire à l'occulter : en effet, celles-ci expriment, racontent, cristallisent un certain rapport à l'espace, mais aussi à l'autre, aux autres, à la société. Le paysage vernaculaire des limites est lui-même la traduction de tensions au sein de la société entre des groupes sur une même commune, dans un même quartier. Il raconte des expériences paysagères spécifiques situées entre deux pôles en tension : s'ouvrir vers le monde extérieur ou s'en protéger en érigeant une barrière (Paul-Lévy et Segaud, 1983). Il est le résultat d'ajustements informels à leur milieu de vie, de « transaction sociale » (Blanc, 2009), de « compromis de coexistence » (Remy, 2016) ou « compromis pratique » (Ledrut, 1976). Si l'ensemble mis bout à bout ne relève pas du paysage politique au sens de Jackson, il est la traduction de rapports sociaux, et en cela présente une dimension politique puissante. Ainsi, ce qui a pu sembler au départ un « détail » paysager, la limite entre espaces bâti et non bâti, s'est avéré avoir une force heuristique bien réelle pour comprendre ce qui se joue sur un territoire, y débusquer le système d'acteurs et les logiques d'action à l'œuvre : aborder l'espace en mettant la focale sur les « lignes » plus ou moins épaisses (sas, lien, frontière) fabriquées par les populations, en suivre le cheminement spatial souvent complexe et chaotique, n'est-ce pas finalement prendre en charge le politique au sens étymologique du terme de la polis ou de la cité grecque ? Notre première exploration milite pour élargir le concept de paysage politique au-delà de l'action publique et chercher ce que les limites nous racontent des rapports de force et de domination qui traversent la société. Tel pourrait être le chantier à venir sur un objet qui n'a pas encore dit son dernier mot !

BIBLIOGRAPHIE

- Banzo M., 2009, « L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité », HDR, vol. 3, sous la direction de Guy Di Méo, université de Bordeaux 3, 204 p.
- Beaud S., Weber F., 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. « Grands repères guides ».
- Besse J.-M., 2003, « Le paysage, entre le politique et le vernaculaire. Réflexions à partir de John Brinckerhoff Jackson », *Arches* (revue éditée par l'Association roumaine des chercheurs francophones en sciences humaines), vol. 6, p. 9-27.
- Besse J.-M., 2009, *Le goût du monde. Exercices de paysage*, Arles, Actes Sud/ENSP, 228 p.
- Bigando E., 2008, « Le paysage ordinaire, porteur d'une identité habitante. Pour penser autrement la relation des habitants au paysage », *Projets de paysage*, http://www.projetsdepaysage.fr/fr/le_paysage_ordinaire_porteur_d_une_identite_habitante.
- Blanc M., « La spatialité du social », *SociologieS*, Dossiers. Espaces et transactions sociales, <http://journals.openedition.org/sociologies/5353>.
- Berque A., 1995, *Les raisons du paysage*, Paris, Hazan, 190 p.
- Bonin S., 2013, « The concept of urban lisiere and its application on Reunion Island », in Lambertini Anna (dir.), 2013, *The role of open spaces in the transformation of urban spaces*, Il Faro, Editrice Compositori, p. 211-226.
- Bonin S., Toubanc M., Dériz P., Béringuier P., 2016, « Des franges du projet urbain au projet de frange urbaine », *Projets de paysage*, n° 13, https://www.projetsdepaysage.fr/des_franges_du_projet_urbain_au_projet_de_frange_urbaine.
- Bonniol J.-L., Benoist J., *Un ordre étagé mis à bas. Contribution d'une ethnologie des paysages à La Réunion*, rapport de recherche pour la Mission du patrimoine ethnologique, ministère de la Culture, 1994, 237 p.
- Bonniol J.-L., 1995, « Anamorphose du Bernica », in *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », cahier 9, p. 49-63.
- Bouisset C., Degremont I., 2016, « Le rôle des riverains dans le façonnement des interfaces ville-forêt. Représentations et pratiques dans les franges urbaines des Landes de Gascogne », *Projets de paysage*, n° 13, https://www.projetsdepaysage.fr/le_r_le_des_riverains_dans_le_fa_onnement_des_interfaces_ville_for_t.
- Brunet R., Runet R., 1995, « Analyse des paysages et sémiologie » in Roger A. (dir.), *La théorie du paysage en France (1974-1994)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, coll. « Pays Paysages », p. 7- 21.
- Clavel M., 2002, « Pour une recherche sur les pratiques des périurbains », *Communications*, n° 73. Manières d'habiter. p. 203-216, http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_2002_num_73_1_2120.
- Davodeau H., Toubanc M., 2010, « Le paysage-outil, les outils du paysage. Principes et méthodes de la médiation paysagère », in OPDE 2010 Aide à la décision et gouvernance, 25-26 octobre 2010, Montpellier, p. 375-391.

- Drule T., 2013, « Les représentations paysagères des ravines périurbaines à La Réunion : l'exemple de la ravine Bernica », master 2 en géographie, université de La Réunion, sous la direction de B. Moppert, 134 p.
- Frileux P., 2013, *Le bocage pavillonnaire. Une ethnologie de la haie*, Granes, Creaphiseditions, 2013, 287 p.
- Germaine M.-A., Temple-Boyer E., Milian J., Fourault-Cauët V., Raymond R., 2017, « La diversité des paysages des franges périurbaines : proposition d'indicateurs pour caractériser les espaces entre ville et campagne – deux cas de terrains franciliens », *L'Espace géographique*, tome 46, n° 1, p. 19-40.
- Jackson J. B., 2003, (1984), *À la découverte du paysage vernaculaire*, Arles, Actes Sud/ENSP, 277 p.
- Jullien F., 2014, *Vivre de paysage ou L'impensé de la Raison*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 272 p.
- Levi-Strauss C., 1962, *La pensée sauvage*, Plon.
- Lambert A., 2015, « Tous propriétaires ! », *l'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 278 p.
- Mathieu N., 2007, « L'évolution des modes d'habiter : un révélateur des mutations des sociétés urbaines et rurales », in Luginbühl Y. (dir.), *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, p. 25-66.
- Montembault D., Davodeau H., Geisler E., Guttinger Ph., Leconte L., Luginbühl A., Montembault D., Romain F., Toublanc M., 2015, « Une expérimentation d'aménagement participatif à Villandry dans le Val de Loire (37) pour un renouvellement des pratiques paysagistes », in Y. Luginbühl (dir.), *Biodiversité, paysage et cadre de vie*, Paris, MEDDE/Victoires Éditions, p. 172-187.
- Héloïse Nez H., 2011, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif », *Sociologie*, vol. 2, n° 4, <http://journals.openedition.org/sociologie/1098>.
- Paul-Lévy F., Segaud M., 1983, *Anthropologie de l'espace*, Paris, Éditions Centre Paul Pompidou/Centre de Création Industrielle, coll. « Alors », p. 27-90.
- Raymond R., Beringuier P., Bonin S., Darly S., Derioz P., Fourault-Cauët V., Germaine M.-A., Loireau M., Milian J., Noël B., Temple-Boyer E., Toublanc M., 2015, « Les paysages des franges urbaines, transitions ou parois de verre ? », in Luginbühl Y. (dir.), *Biodiversité, paysage et cadre de vie*, Paris, MEDDE/Victoires Éditions, p. 71-89.
- Remy J., 2016, « Spatialité du social et transactions », *SociologieS*, Dossiers. Espaces et transactions sociales, <http://journals.openedition.org/sociologies/5354>.
- Ricou C., 2013, « Lisières urbaines sur l'île de La Réunion. Étude centrée sur le Territoire de la côte ouest (TCO) », étude de paysage, 16 p.
- Roger A., 1998, *Court traité du paysage*, Paris, Gallimard, 199 p.
- Sautter G., 1979, « Le paysage comme connivence », *Hérodote*, n° 16, p. 40-67.
- Toublanc M., Bonin S., Dério P. (dir.), 2016, « Paysages des franges urbaines en projet », *Projets de paysage*, n° 13.
- Wylie J., 2015, *Paysage. Manières de voir*, 2007, Arles, Actes Sud/ENSP, 377 p.

NOTES

1. En 2000, la Convention européenne du paysage a institutionnalisé l'idée que tous les territoires sont des paysages.
2. Ce courant acte une extension territoriale du paysage ; il s'est construit en se démarquant des approches culturalistes qui ont longtemps prévalu : lesquelles s'attachaient aux processus de reconnaissance et de protection des paysages remarquables (Roger, 1998) via l'artialisation, et postulaient une nécessaire distance de l'observateur, à la fois géographique et culturelle, au territoire pour qu'il y ait paysage.
3. Dès les années 1980, Jackson prenait ses distances avec une définition du paysage alors communément retenue, « *la partie d'un pays que la nature présente à un observateur* » (dictionnaire Le Petit Robert), et ouvrait la voie à une conception aujourd'hui répandue du paysage qui tente d'articuler réalités idéale et matérielle. D'abord, il distinguera « *landscape* », autrement dit l'espace aménagé par l'homme et portant les traces de ses actions, de ses pratiques quotidiennes, et « *scenery* », c'est-à-dire le spectacle, la scène, le panorama, la vue surplombante, indissociables d'un type de topographie et d'une mise à distance. Ensuite, il développera l'idée de paysage vernaculaire.
4. Projet de recherche « Paysages des franges périurbaines : représentations, indicateurs, outils » (PFP-RIO), financé par le ministère de l'Écologie dans le programme Paysages et développement durable 2, sous la responsabilité de Richard Raymond (UMR Ladyss-CNRS) avec l'UMR Lavue et le Larep-ENSP, 2012-2015.
5. Constituée en 2001, elle comprend 215 000 habitants (Insee, 2015) et regroupe 5 communes : La Possession, le Port, Saint-Paul, Trois-Bassins et Saint-Leu.
6. L'habiter dont il est ici question s'appuie notamment sur les travaux de Mathieu, 2007 ; Maïté, 2002 ; Jackson, 1894 (édition originale), 2003 (édition française).
7. Agence Folléa-Gautier, Zone UP, atelier de l'Isthme, 2009, *Schéma intercommunal d'aménagement des lisières urbaines*, Territoire de la côte ouest – Direction aménagement et habitat.
8. Agence Folléa-Gautier (paysagistes), Marc Marcesse (CETE Méditerranée), 1997, « Étude préalable au Plan de paysage de l'Ouest », ministère de l'Équipement, DDE de La Réunion, Diren de La Réunion.
9. Avec la mise en service de la route des Tamarins, les ravines sont plus que jamais érigées en paysage, car données à voir aux nombreux automobilistes empruntant cette infrastructure.
10. Agence Folléa-Gautier (paysagistes), PW2 C (Patrick Wolf Communication), Vue d'Ici (SIG), 2006-2007, *Charte intercommunale paysagère, patrimoniale et architecturale. Une charte pour la qualité du cadre de vie dans l'Ouest* (3 volumes), Territoire de la côte ouest-Direction de l'aménagement et du développement.
11. Au fil des différentes versions, cet écart s'amenuise, puisqu'il est très vite question de jardins créoles et, dans le document validé en mai 2016, d'agriculture urbaine.
12. SCoT du TCO, 2016, Rapport de présentation, Livre II, État initial de l'environnement, p. 30-31.
13. SCoT du TCO, 2016, Document d'orientation et d'objectifs, p. 27.
14. Source : <http://www.cboteritoria.com>.
15. SCoT du TCO, 2016, Rapport de présentation, Livre II, p. 30.
16. Le poème « Le Bernica » de Leconte de Lisle, un poète parnassien né à Saint-Paul, est un classique des écoliers réunionnais. Pour en savoir plus, cf. Bonniol, 1995.
17. Trente ans auparavant deux ethnologues écrivaient : « *La nature vierge reste toujours proche, s'insinuant jusque dans les Bas par les ravines profondes et escarpées, qui interrompent comme autant d'entailles sauvages les pentes cultivées* » (Bonniol et Benoist, 1994).
18. Il existe des servitudes de passage le long des rivières de La Réunion : elles sont régies par le décret n° 48-633 du 31 mars 1948 (interdiction d'implanter une construction dans la zone de 10 mètres prise à partir du bord des ravines).

19. Façon de nommer localement un métropolitain.

20. Bien que propriété privée des grandes familles de planteurs (début du XIX^e siècle), l'espace de savane était par le passé utilisé et perçu comme un vaste espace dédié au pâturage extensif, à la cueillette et à la chasse de petit gibier, parcouru de façon libre, des terres qualifiées de « communes à perpétuité » par un règlement local (Bonniol et Benoist, 1994, p. 112) ; et corrélativement non reconnue et dépréciée. Ces anciens usages collectifs expliquent sans doute la liberté prise aujourd'hui par les riverains qui s'approprient lorsque cela est possible une bande de savane (cf. *infra*).

21. Ces pratiques pastorales sont héritées du début du XIX^e siècle, lorsque les savanes du littoral ont été absorbées par les grands domaines sucriers comme moyen de production et ont permis à de petits cultivateurs de pratiquer un élevage extensif (Bonniol et Benoist, 1994). Aujourd'hui, ces pratiques perdurent sur un foncier extrêmement morcelé entre propriétés privées et publiques.

22. « Dans les pratiques réunionnaises, la savane est hélas souvent vécue comme un espace résiduel, propre à être le réceptacle de toutes les dégradations, prenant vite des airs de terrain vague [...] se transformant facilement en décharge, disputant à la ravine le triste destin de lieu de perdition de tous les objets de la vie quotidienne... » p. 160 (Bonniol et Benoist, 1994).

23. En effet, il est difficile d'inférer de la configuration d'une limite qu'il n'y a pas de communication et d'échange entre les mondes situés de part et d'autre. L'existence d'objets physiques constituant une frontière à l'échelle de deux parcelles adjacentes ne signifie pas que les deux mondes, par exemple agricole et urbain, ne se rencontrent pas à une autre échelle, le quartier, le noyau urbain, la ville...

24. À notre connaissance, il n'existe pas d'expériences participatives ayant pris comme entrée les limites paysagères ici analysées.

RÉSUMÉS

Alors que les paysages des franges urbaines en France sont dépréciés, la notion de lisière urbaine s'est imposée depuis deux décennies dans le champ de la planification et du projet urbain. Il s'agit d'analyser, sur trois quartiers différents du Territoire de la côte ouest à l'île de La Réunion, d'abord les usages aménagistes de ladite notion à travers la planification et les projets opérationnels, puis la matérialité d'interfaces fabriquées par les habitants et les usagers. La tension entre les deux est interrogée et approfondie à partir des deux concepts de « paysage politique » et « paysage vernaculaire » empruntés à Jackson. *In fine* cela s'avère être un bon préalable pour penser les modalités d'une gouvernance intégrant les deux manières d'intervenir sur l'espace.

While the landscapes of the urban fringes in France are depreciated, the notion of urban *lisière* (edge) became pervasive for two decades in the field of urban planning and design. It is proposed here to analyze on three different neighborhoods of the Territory of the West coast in the Reunion Island at first the urban planning uses of the aforementioned notion through the master plans and the operational projects, and then the materiality of interfaces made by the inhabitants and the users. The tension between both is questioned and gone deeper into from both concepts of « political landscape » and « vernacular landscape » borrowed to J. B. Jackson. At last, this is a good prerequisite for thinking the governance modalities that would integrate the two ways of intervening (or dealing with space) on space.

INDEX

Mots-clés : habiter, paysage politique, paysage vernaculaire, lisière urbaine, île de La Réunion

Keywords : inhabit, political landscape, vernacular landscape, urban lisiere (edge), Reunion Island

AUTEURS

MONIQUE TOUBLANC

Monique Toublanc est maître de conférences à l'ENSP de Versailles. Ses recherches conduites au sein du Larep portent sur les politiques publiques paysagères et sur les relations société-paysage à travers les concepts de pratiques, perceptions, représentations sociales et médiation. Elle participe actuellement aux programmes de recherche « Didactique du paysage » et « Archipels agriurbains, résistances et gouvernances » (Agrige). Elle est membre du conseil scientifique du programme de recherche-action « Paysages, Territoires & Transitions » (ministère de la Transition écologique et solidaire), et du comité de rédaction de la revue Projets de paysage. École nationale supérieure de paysage de Versailles.
m.toublanc@ecole-paysage.fr

SOPHIE BONIN

Sophie Bonin est maître de conférences à l'ENSP de Versailles, laboratoire LAREP. Ingénieur agronome, docteur en géographie, elle a passé son enfance à l'île de La Réunion. Ses travaux de recherche portent sur les relations entre les notions de paysage, de cadre de vie, et les politiques publiques. Ses objets d'étude privilégiés concernent l'appropriation des espaces non bâtis : fleuve, trames vertes, espaces agricoles, en particulier, ces dernières années, dans les paysages périurbains. Elle est membre du comité de pilotage de la chaire Énergie Paysage de l'ENSP, et membre du conseil scientifique d'lttecop. École nationale supérieure de paysage de Versailles.
s.bonin@ecole-paysage.fr